



Ce projet est financé par
l'Union européenne

“hd

Centre
pour le dialogue
humanitaire



Redéploiement de l'Etat au Centre du Mali

Quel rôle pour les communautés dans
le retour des services de l'Etat dans
les régions de Mopti et Ségou ?

Alerté par l'émergence d'un nouveau conflit au Centre du Mali, le gouvernement a élaboré en 2017 un Plan de sécurisation intégrée des régions du Centre (PSIRC) visant à pacifier et stabiliser cette zone en réinstaurant la présence de l'Etat. C'est dans ce cadre qu'en 2018, le gouvernement malien a fait appel au Centre pour le dialogue humanitaire (HD). Depuis, en qualité d'intermédiaire neutre, HD facilite un dialogue régulier entre 180 leaders communautaires, identifiés pour représenter leurs intérêts auprès des autorités publiques et des représentants de l'Etat impliqués dans le redéploiement de ses services. Ce mécanisme permanent de dialogue a pour objectif de faciliter une série de négociations sur

la méthodologie du redéploiement afin que ce dernier réponde aux priorités identifiées par les communautés et évite de les exposer à des actes de représailles.

Outre les feuilles de route élaborées conjointement par les parties pour chacun des sept cercles d'intervention dans les régions de Mopti et Ségou, les 180 leaders, organisés en cadres communautaires par cercle, contribuent au retour de certains services publics et à l'amélioration de la collaboration entre communautés et représentants étatiques. Certaines de leurs réussites, parfois avec l'appui de HD, sont ici présentées.

MOPTI

La collaboration entre la jeunesse de Konna et les forces de défenses et de sécurité



En 2015, l'arrivée des groupes djihadistes dans la région de Mopti a conduit au retrait de la gendarmerie de la ville de Konna, commune rurale du cercle de Mopti, sur ordre de la hiérarchie militaire. La confiance de la population envers les forces de sécurité, déjà ébranlée par plusieurs replis tactiques, s'est d'autant plus effritée. Pour pallier à l'absence de gendarmerie, les jeunes ont mis en place une brigade de vigilance. Equipée de gourdins, machettes, bâtons et de talkie-walkie, la brigade de vigilance s'est donnée pour mission de sécuriser la ville de Konna et ses habitants.

En 2018, lorsque l'Etat a annoncé le redéploiement de la

gendarmerie, cette dernière a voulu mettre fin à la brigade de vigilance et les jeunes s'y sont opposés et la relation s'est rapidement envenimée. Sollicité par le cadre communautaire de dialogue du cercle de Mopti dont relève Konna, HD a facilité une médiation entre les communautés, les représentants de la brigade de vigilance, les autorités locales (mairie et sous-préfet) et les forces de défense et de sécurité en mai 2019. Ce processus a alors permis à la jeunesse de partager ses griefs avec la gendarmerie, quant à leur comportement envers les populations et au manque de communication sur leurs actions, et aux deux parties de réaliser la complémentarité de leurs actions.

Désormais, la brigade de jeunesse travaille avec la gendarmerie et les deux parties se rencontrent régulièrement pour échanger sur la sécurisation de la ville. Lors de la visite du Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile à Konna, le 16 septembre 2019, pour l'inauguration du campement de la garde, le représentant de la jeunesse de Konna a témoigné au Ministre de la disponibilité de tous les jeunes à collaborer avec les forces de défense et de sécurité dans la zone. Satisfait par cette initiative, le Ministre a remis une somme symbolique d'un million de francs CFA à la brigade de vigilance et a exhorté ses membres à poursuivre leur collaboration avec la gendarmerie.

SEGOU

L'installation du commandant de brigade de Dioro



Dioro est une commune rurale du cercle de Ségou dont la population redoute que vienne s'installer chez elle la violence intercommunautaire qui sévit dans les cercles voisins de Macina et Djenné, y compris du fait de la présence des groupes armés. Dioro ne compte qu'un seul poste de gendarmerie gardé par trois gendarmes, insuffisant pour assurer la sécurité des habitants de la commune. ►

MOPTI

La facilitation de l'accès aux soins dans le centre de santé de Koro



Epicentre de l'insécurité qui touche la région de Mopti, la circonscription de Koro connaît quotidiennement des affrontements intercommunautaires. L'une des conséquences majeures de cette situation a été le ralentissement des activités de développement et le départ des services de l'Etat des zones rurales. Le centre de santé de référence de Koro est désormais l'un des rares encore ouvert et a du mal à répondre aux besoins des populations. Les plaintes contre le centre de santé sont par ailleurs devenues de plus en plus nombreuses : non délivrance des feuilles de soins, pourtant obligatoire pour se faire soigner,

absence de médecins de garde la nuit, les week-ends et les jours fériés ou encore négligence des agents de santé lors du traitement des patients. Ainsi, la population rendait les agents de santé responsables de certains décès et certaines familles, en impliquant la jeunesse à leurs côtés, se préparaient à des manifestations contre le centre de santé.

Les membres du cadre communautaire de dialogue de la circonscription de Koro se sont autosaisis de la question pour mener une médiation entre les deux parties. Après avoir rencontré les représentants communautaires pour recenser leurs

griefs, notamment le chef de village, la présidente de la CAFO (Coordination des Associations et ONG Féminine) et la jeunesse, ils ont initié une rencontre entre le personnel du centre de santé, les représentants communautaires et les élus locaux. Depuis cette médiation la tension est redescendue et les activités du centre ont repris de manière satisfaisante.

En 2017, un commandant de brigade a été nommé à la tête de la nouvelle brigade territoriale qui devait venir s'installer à Dioro. Faute d'infrastructures (logement et bureau) pouvant l'accueillir, le commandant de brigade n'a pas pu rejoindre son poste et est resté à Markala, une autre commune de la circonscription de Ségou située à environ 30 km de Dioro. Lorsque son successeur a été nommé en 2019, la population de Dioro, bien décidée à voir le commandant de brigade s'installer dans la commune, a pris les choses en main.

Les membres du cadre communautaire de dialogue de Dioro ont sollicité l'appui du maire de la commune qui s'est alors investi pour mettre un local à la disposition du commandant de brigade et prendre en charge les frais d'entretien jusqu'à la construction effective de la brigade territoriale par l'Etat. Le commandant de brigade a ainsi pu rejoindre son poste en septembre 2019. Soulagées de l'arrivée de ce dernier, les communautés, par l'intermédiaire des membres du cadre de dialogue communautaire, ont accueilli à bras ouvert le com-

mandant et exprimé leur disponibilité pour l'accompagner dans ses missions. Dans une zone où les forces de défense et de sécurité maliennes sont absentes, cet événement a contribué à rétablir un début de confiance entre les communautés et ces dernières.

SEGOU

La réouverture de l'école de M'bella fermée depuis plus d'un an



M'bella est un village de la commune rurale de Folomana dans le cercle de Macina. M'bella se partage en deux parties distinctes, l'une habitée par la communauté bambara et l'autre par la communauté peulh. La crise sécuritaire qui frappe la région n'a pas épargné ce petit village où les deux communautés ont commencé à s'affronter en octobre 2018 après la destruction d'un champ appartenant à une famille bambara par l'animal d'un voisin peulh. L'influence djihadiste et de groupes armés communautaires, communément appelés chasseurs, n'a ensuite pas tardé à grandir sur la localité.

L'école de M'bella qui se trouve du côté bambara et qui accueillait 97 élèves des deux communautés, s'est vu fermée à la suite de restrictions de circulation imposées sur le village. A l'instar de tant d'autres écoliers et écolières de la région, Kadidia, jeune fille peulh, et sa meilleure amie Aichata, jeune fille bambara, ont quitté les bancs de l'école communautaire de M'bella qu'elles fréquentaient depuis 5 ans et n'ont plus eu le droit de se voir du fait du différend communautaire qui divise le village. Kadidia a depuis lors passé ses journées aux côtés de sa mère à l'aider dans les travaux domestiques : « je craignais qu'on ne m'envoie

dans les grandes villes pour devenir aide-ménagère comme ma sœur, et j'en pleurais. »

Désespérées, les autorités scolaires ont sollicité HD pour faciliter une médiation entre les communautés et permettre la réouverture de l'école.

A la suite d'un processus de médiation de quatre mois mené par deux équipes de HD¹, un accord entre les deux communautés a été signé le 26 février 2020. Parmi les engagements des parties figure la réouverture immédiate de l'école de M'bella. Ainsi, le 2 mars 2020, l'école de M'bella a accueilli de nouveau sur ses bancs 49 élèves, dont 29 filles, qui seront encadrés par 3 enseignants.

« Dieu a répondu à mes prières quand mon père tout souriant m'a annoncé qu'un accord avait été signé entre peulh et bambara, que l'école rouvrirait et que j'étais autorisée à fréquenter mes camarades de classe à nouveau. »

Kadidia

1 L'équipe du projet Médiation du redéploiement de l'Etat à Mopti et Ségo et celle du projet Médiation et appui au processus de paix au Mali, financé par le Royaume du Danemark, qui conduit des médiations communautaires dans les régions du Nord et du Centre du Mali depuis 2012 (Pour plus d'information : <https://www.hdcentre.org/fr/activities/mediation-in-northern-and-central-mali/>)



Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du Centre pour le dialogue humanitaire et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.